man-infos
Mouvement pour une Alternative Non-violente

Juillet 2010
N° 143

BIMESTRIEL DU MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE NON-VIOLENTE

ÉDITORIAL

Jean-Pierre Dacheux

La violence faite aux vieux

De quelle retraite parle-t-on ? Quand l'activité professionnelle cesse, a-t-on fini de vivre ? Doit-on s'en tenir à attendre la mort ?

Rien, dans le débat sur le financement des retraites ne porte sur l'essentiel : que faire de notre espérance de vie, qui a progressé rapidement, ces dernières décennies ? Est-on coupable de vivre trop longtemps et doit-on travailler plus longtemps parce qu'on vit plus longtemps ? Il y a là une violence inouïe à laquelle il est urgent de s'opposer.

La question des retraites ne nous concerne pas seulement parce que beaucoup d'entre nous vivront vieux ! Les questions du travail, des revenus et des rapports intergénérationnels sont en question.

Le travail ? N'appeler travail que ce qui est rémunéré est une insulte qui vise autant les étudiants ou les femmes que les bénévoles et les sans emploi. Si, sur la planète, ne travaillaient que ceux qui sont payés, la vie s'arrêterait.

Les revenus ? Depuis le XIXe siècle, la durée du temps de travail n'a cessé de diminuer. Aujourd'hui, on produit toujours plus avec toujours moins de main d'oeuvre. Le chômage n'est plus accidentel mais structurel. Tôt ou tard, il faudra découpler le revenu du salariat, un revenu minimal vital incluant des revenus décents à tous les âges de la vie.

Les rapports intergénérationnels ? Si vivre vieux est une chance – et qui osera le nier ? -, vont donc nécessairement cohabiter des humains dont les corps portent les signes de l'âge. Une révolution culturelle va s'effectuer : le beau ne sera plus associé à la seule jeunesse. Partout dans le monde, d'ici trois ou quatre décennies, le vieillissement des populations va les faire décroître. La question démographique se complexifie et va déterminer toute politique.

À moins que... les inactifs ne soient sacrifiés ! Tant qu'on appellera actif celui qui peut être « employé », seront menacés ceux qui ne le peuvent plus. « La violence faite aux vieux », ce n'est pas seulement les horribles maltraitances dont sont victimes les personnes dépendantes dans certains mouroirs ; ce ne sont pas que les tentations d'euthanasie qui apparaissent, ici ou là ; c'est aussi priver les personnes âgées des ressources dont dépendent leur santé, leur nourriture, leur quotidien.

La lutte pour des retraites dignes met en cause des choix de civilisation. Le conflit qui s'ébauche va prendre une ampleur jamais connue. Le MAN ne peut s'en désintéresser. La non-violence est interpellée. Regardons la retraite non comme une fin de vie, à rétribuer au moindre coût, mais comme le dernier temps de l'existence auquel tout le monde aspire, même en le craignant, et qui peut rester heureux.

SOMMAIRE

Colloque au Sénat : Résistance non-violente en Palestine.	2
Les Français peuvent-ils vouloir renoncer à l'arme nucléaire ?	3
Violence écologique dans le Golfe du Mexique.	4
Marche pour la dignité.	5
Procès de François Vaillant : Refus empreinte ADN.	6
Halte aux dépenses militaires, sauvons nos retraites.	6
Le Comité ICP en réseau.	6
L'AUTORITÉ, pour une éducation non-violente.	7
AG de la Coordination Française pour la Décennie.	8

Résistance non-violente en Palestine Colloque du 25 juin 2010 au Sénat

Un grand merci à ceux qui ont organisé le colloque et à ceux qui sont à l'origine de ce projet. Depuis la Campgne du MAN (2003-2006) pour une force d'intervention civile de paix au Proche-Orient (campagne qui avait réuni de nombreux partenaires en France, en Europe, en Israël et en Palestine), le MAN Vendée et le MAN Lyon sont restés actifs pour cette cause d'une paix juste et durable entre Palestine et Israël. Daniel Noisette fait le point :

Membre du MAN Côte d'Or, je voudrais dire que le MAN Côte d'Or soutient la résistance non-violente de Bil'in (puis aussi de Ni'lin et des autres villages) depuis le 1er septembre 2006 par un rassemblement mensuel à Dijon de 17h à 18h le premier vendredi de chaque mois.

Nous informons la population et faisons signer une pétition envoyée au Président de la République et au Secrétaire général de l'U.E (récemment, nous avons ajouté comme destinataires le Parlement européen et l'Ambassade d'Israël en France). Cette pétition est aussi sur Internet à l'adresse suivante : http://www.gopetition.com/online/24042.html

Cette pétition demande :
- que cesse la répression violente de l'armée israélienne contre ces marches non-violentes,
- que le droit international soit respecté afin que les villageois de BIL'IN et NI'LIN retrouvent leurs terres agricoles.

Six associations ont rejoint le MAN : AFPS21, CCFD, CIMADE, Mouvement de la paix, Secours catholique et UJFP21. Depuis janvier 2007, cette action a lieu aussi aux Sables d'Olonne à l'initiative du MAN Vendée.

Le 2 décembre 2009, Abou Alaa Mansour, que je salue cordialement, a participé à ce rassemblement et la presse a été largement présente ce soir-là. Le MAN a aussi manifesté son soutien à la résistance non-violente par d'autres actions : en juillet 2006 et 2007, le MAN Lyon a organisé des rencontres entre associations israéliennes et palestiniennes dans la région lyonnaise en vue d'un « Séminaire entre Israéliens et Palestiniens sur la résolution non-violente du conflit ». Actuellement, le MAN, en lien avec le réseau EN.CPS (European Network for Civil Peace Services) étudie plusieurs projets. L'un d'eux consisterait en une tournée en Europe d'Israéliens et Palestiniens, activistes des droits de l'homme qui travaillent dans les sociétés civiles. Ils pourraient alors faire connaître leur situation et leur combat non-violent et rencontrer une délégation (à constituer) de parlementaires européens et nationaux et de membres d'associations civiles européennes. L'organisation de débats permettrait d'augmenter la prise de conscience au sujet du conflit et de sa résolution non-violente. La diffusion à un niveau plus large de la pétition de soutien à Bil'in, Ni'lin (et des villages en lutte) pourrait aussi être un moyen d'information et à terme être soumise au parlement européen.

Enfin, le MAN soutient l'action BDS[1] et plusieurs groupes locaux y sont engagés (Dijon, Lyon, Montpellier…). En particulier, le MAN Montpellier participe au collectif qui agit contre l'implantation d'AGREXCO[2] à Sète.

1 Campagne BDS France (Boycott Désinvestissement Sanctions) : Appel au Boycott, aux Sanctions et aux Retraits des Investissements contre Israël jusqu'à ce qu'il applique le Droit International et les Principes Universels des Droits de l'Homme.
2 La Campagne BDS France soutient activement la Coalition contre l'implantation de l'entreprise israélienne AGREXCO à Sète.

«Les Français peuvent-ils vouloir renoncer à l'arme nucléaire ?» Par Jean-Marie Muller

LISONS et DIFFUSONS le livre que le MAN publie

Un important débat s'ouvre à nouveau : il concerne la lutte contre l'armement nucléaire. Jean-Marie Muller y apporte une contribution essentielle. En nous associant à l'initiative de notre ami, nous visons au-delà de nous-mêmes. Nous voulons que cette question politique, étouffée en France, réapparaisse avant 2012 ! À chaque élection présidentielle, le sujet est resté tabou. Les candidats éligibles se refusent à contester la dissuasion, soit disant décisive pour notre défense. Le livre écrit par Jean-Marie revisite l'histoire pour mieux éclairer l'actualité. Il faut lire et diffuser cet outil indispensable pour l'action.

Tous les antinucléaires ne placent pas, actuellement, les priorités en un même lieu. Pour certains, le global doit précéder le local : aucun État ne pourra, seul, modifier sa politique nucléaire. Pour d'autres, le local peut déclencher le global : il faut bien qu'un État commence. Le désarmement nucléaire peut-il alors commencer par la mise hors alerte de la Bombe ? Ou ne faut-il pas, tout au contraire, mettre l'ensemble de l'opinion en alerte par une campagne référendaire ?

Le MAN souhaite que se rapproche tous les antinucléaires prêts à agir. Il faut une force unie pour faire reculer les « nucléocrates ».

La dissuasion reste un dogme intouchable pour l'état-major français. Il faut engager un débat public avant qu'un drame mondial nous y oblige ou... nous supprime. La gravité des dangers nouveaux est très mal connue et pourtant plus qu'inquiétante. La dégradation économique et écologique engendre la multiplication des sources de conflits. La régression de l'Occident s'accompagne de la montée des exaspérations et des terrorismes. L'échec des discussions générales ne signifie pas qu'il faille les abandonner, à l'ONU et ailleurs. La difficulté constitutionnelle à ouvrir une procédure référendaire en France n'oblige pas à y renoncer.

Le combat antinucléaire ressurgit donc au premier plan de l'action non-violente. Sa complexité ne doit pas nous intimider ! Dans les mois à venir, il nous faudra prendre une initiative. Pourquoi ne pas proposer la rencontre de tous les antinucléaires ? L'accord sur les fins n'est visiblement pas encore un accord sur les moyens. Mais la fin est dans les moyens, comme nous disons depuis toujours. Notre responsabilité est donc de travailler à les mettre en cohérence.

Ce livre est un instrument qui doit nous faciliter la tâche. Il ne conclut pas le débat mais en pose les fondements, en 2010.

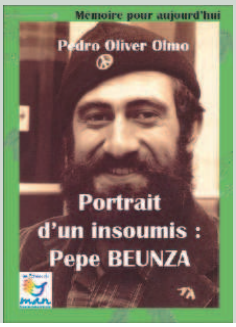
Il faut s'y appuyer. D'urgence. Et dès cet été.

Imprimé sur papier recyclé
Dépôt légal Juillet 2010 - ISBN 978-2-9535481-2-9

Format 14,8 x 21 – 102 pages - Prix 8 € port compris - Prix unitaire : 6 € - remise par quantité,
Commande : MAN Lyon, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon.

Pepe BEUNZA

Alors que la désobéissance civile n'a peut-être jamais été autant d'actualité qu'aujourd'hui en France (Faucheurs Volontaires d'OGM, Réseau Education Sans Frontières, en passant par les Déboulonneurs de publicité et les enseignants en résistance pédagogique), le MAN publie, grâce à Guillaume Gamblin, un récit témoignant des débuts de la lutte pour l'objection de conscience par la désobéissance civile dans l'Espagne des années 70, alors plongée sous le régime dictatorial et militariste de Franco.



Cette histoire s'inscrit dans celle de nombreux militants Français, Suisses, Allemands, comme une étape marquante de leurs parcours ; elle nous concerne tous, à travers ses multiples prolongements et transformations ultérieures.

Cette adaptation en français d'un livre paru en Espagne en 2002 est suivie d'un entretien datant de 2007 avec Pepe Beunza.

20 avril 2010 : la plate-forme pétrolière Deepwater Horizon explose et sombre à 1 500 m de profondeur, en tuant 11 personnes. William Kruse, le capitaine d'un bateau enrôlé, depuis, par BP, se suicide d'une balle dans la tête. D'après l'équipage, le marin était « bouleversé et déprimé à cause de la marée noire ». Le pétrole tue et pas seulement des humains. La destruction invisible du milieu marin est inimaginable !

Violence écologique dans le Golfe du Mexique.

Le monde entier semble se résigner devant la fatalité de la désastreuse pollution. Impossible d'arrêter le flot gluant de pétrole jaillissant du fond de la mer ! Barack Obama tempête, multiplie les visites en Louisiane, annonce qu'il fera payer BP, mais reste impuissant parce que la catastrophe dépasse tout pouvoir administratif et politique.

On nous dit - mais cela change constamment ! - que 800 000 litres de brut, par jour, s'écoulent dans l'océan en formant une nappe d'hydrocarbures de plus de 1 000 km de diamètre qui ne cesse de s'agrandir. Début juin, la Maison blanche avait tenté d'imposer un moratoire sur les plates-formes pétrolières. Mais, après une plainte des principales compagnies pétrolières qui exploitent les ressources sous-marines du golfe du Mexique, le texte a été rejeté par la justice américaine. L'administration Obama a fait appel de cette décision.

Après avoir comparé la situation dans le golfe du Mexique à un « 11 Septembre écologique », Barack Obama a qualifié la marée noire « d'épidémie ». Et de prendre un ton résolument écologiste : «Le temps d'adopter les énergies propres est venu». Il est grand temps, en effet...

2,35 milliards de dollars, soit près de 2 milliards d'euros... La facture continue à s'alourdir pour BP, toujours englué dans ses opérations de pompage, et toujours incapable de stopper définitivement la pire pollution qu'ait connue l'Amérique. Le groupe avait annoncé la création d'un fonds de 20 milliards de dollars, qui sera consacré à l'indemnisation des victimes de la marée noire. Mais cette somme ne constitue pas un plafond et la facture finale pourrait être bien plus élevée. BP plonge. Les dégâts ne sont pas seulement financiers : ils concernent aussi l'image de BP et... son cours en Bourse...

Cet événement historique, car c'en est un, hélas, pose la question majeure du siècle : peut-on laisser les intérêts économiques et financiers mettre en péril la planète, sa faune, sa flore et donc l'espèce humaine elle-même ?

Il est temps de mettre en oeuvre le concept de non-violence écologique. Car la non-violence a cette dimension trop longtemps oubliée : s'en prendre à notre milieu de vie, c'est s'en prendre à nous-mêmes et de façon parfois plus destructrice que les guerres. On ne peut s'en tenir à l'exceptionnel, au spectaculaire du drame de la Louisiane pour comprendre ce conflit gigantesque entre la nature et l'homme. On a mal compris la Bible[1] ou Descartes[2] . Qui continue à se penser hors de la nature, maître de la nature, demeure dans un déni de réalité mortel. L'écologie n'est pas un choix politique parmi d'autres. C'est une écosophie : une philosophie de la responsabilité. Si nous n'exercions pas ce principe-responsabilité, comme disait Hans Jonas3[3], nous atteindrions vite les limites de l'histoire.

Jean-Pierre Dacheux

1 *« Soyez féconds, multipliez, emplissez la terre et soumettez-la », Gn 1, 28 http://www.biblia-cerf.com/BJ/gn1.html*

2 *« Nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature », René Descartes, Discours de la méthode (1637), 6e partie, Bibliothèque de la Pléiade, Éd. Gallimard, 1966, p. 168.*

3 *Hans Jonas, Le Principe Responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique, trad. J. Greisch, Cerf, Paris,1990 (rééd. Champs-Flammarion, 1998)*

Marcher pour faire entendre la voix des exclus

Le réseau Tensions sociales *du MAN regroupe des individus qui, au sein de groupes MAN, s'intéressent aux problèmes de la justice sociale, des violences structurelles, de dignité humaine, des conflits entre les groupes sociaux. Ses membres souhaitent réfléchir aux questions sociales au regard de l'exigence éthique, philosophique et stratégique de la non-violence, pour agir ici et maintenant, mais sans négliger pour autant la dimension de solidarité internationale*[1].

A cet égard, Janadesh, la marche organisée en 2007 par le collectif Ekta Parishad, est exemplaire[2]. Son leader, Rajagopal, se réfère explicitement à Gandhi, à la philosophie et à l'action non-violente, et notamment : « Je vais me battre pour mes droits mais aussi pour tes droits, de manière non-violente ».

Des engagements ont été pris par l'Etat indien. Ekta Parishad veille à leur application et organise une nouvelle marche de 100 000 participants. A cet effet, Rajagopal participe à de nombreuses rencontres à l'étranger pour obtenir un soutien politique, humain (participer à la marche) et financier. Le MAN Lyon a ainsi eu l'occasion de le rencontrer en 2008.

Beaucoup plus proche de nous, dans le temps et dans l'espace, un collectif en Rhône-Alpes organise la « Marche pour la Dignité et contre la pauvreté » : 4 marches départementales les 30 juin et 1er juillet, qui se rejoignent pour une marche unique les 2 et 3 juillet dans Lyon, avant d'aboutir aux « Dialogues en Humanité » dans le Parc de la Tête d'Or. Les organisateurs se réfèrent explicitement à la non-violence (voir extraits de la Charte du collectif).

Ainsi le collectif rassemble entre autres des membres de la Fédération des centres sociaux en Rhône Alpes, le Secours Catholique, Notre-Dame des sans-abris, l'Association pour la diversité culturelle, la Compagnie GAIA, ATD Quart-Monde, et bien sûr le MAN.

Les Dialogues en Humanité, point d'orgue de la marche, présentent le grand intérêt de rassembler des personnes de bonne volonté, issues d'horizons très divers, pour confronter des points de vue de témoins et de « penseurs » autour du thème : « Construisons le *bien vivre*, comment conjuguer les enjeux sociaux et culturels avec le défi climatique ? ».

Les Dialogues en Humanité se veulent des moments de parole et d'écoute, mais aussi des temps privilégiés de rencontres entre des personnes très diverses.

De mon point de vue, l'enjeu majeur de cette marche et de ces Dialogues (qui ont lieu tous les ans) est double :
- rendre visible toute une frange de population que l'on préfère oublier, qui reste en marge de l'accès aux droits fondamentaux et dont les jeunes ne parviennent souvent à se faire entendre qu'en créant des « faits divers » ;
- faire entendre le témoignage de celles et ceux qui n'ont pas accès aux médias. D'un point de vue de justice sociale, une société où chacun aura sa place ne peut se construire en parlant à la place d'une partie de la population. Il est donc essentiel de lui donner l'occasion de faire entendre ses difficultés de vie, mais aussi et peut-être surtout la force dont elle peut être porteuse et sa capacité à construire avec d'autres mouvements sociaux et politiques une société alternative.

Rendez-vous dans un prochain MAN Infos pour un bilan de cette marche et des Dialogues en Humanité 2010.

Sabine Gautier,
Réseau Tensions sociales

1 *Le réseau a déjà édité deux brochures : « Insécurité et violences » paru en 2002 et « Exclusion et violences » sorti en 2008.*
2 *pour plus d'informations, se référer au MAN Infos N° 141 de mars 2010*

Extraits de la Charte du Collectif :

Nous nous accordons sur le fait que l'égale dignité des êtres humains est remise en cause par divers types de facteurs (inégalités économiques, violences sociales, regards sur les handicaps, exclusions, discriminations etc.) sur lesquels il convient d'agir avec non-violence pour que chacun gagne du pouvoir sur sa vie.

Plus particulièrement, nous considérons la non-couverture de besoins fondamentaux (se loger, se nourrir, se soigner, se déplacer, s'exprimer, se former, vivre en sécurité...) comme une atteinte à la dignité et aux droits fondamentaux. (article 25 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme).

François Vaillant passe en procès le 11 août

C'est au milieu de l'été que le Parquet de Rouen a décidé de convoquer François Vaillant pour son procès en appel vu que ce déboulonneur de pub refuse encore de donner son empreinte ADN à la police. Ce procès politique aura lieu le 11 août, à 14h15, au Palais de justice de Rouen (à 200 m de la gare Sncf). Entrée gratuite, spectacle assuré ! Ce procès sera médiatisé malgré la période estivale. Le prévenu risque 15.000 € d'amende et 1 an de prison. Les frais de justice, quant à eux, vont s'élever à environ 4.000 €. Tout soutien financier est bienvenu, même 10 ou 20 €, à adresser à : MAN Centre 308, 82 rue Jeanne d'Arc, 76000 Rouen. Chèque à l'ordre de : MAN Haute Normandie.

Halte aux dépenses militaires, sauvons les retraites

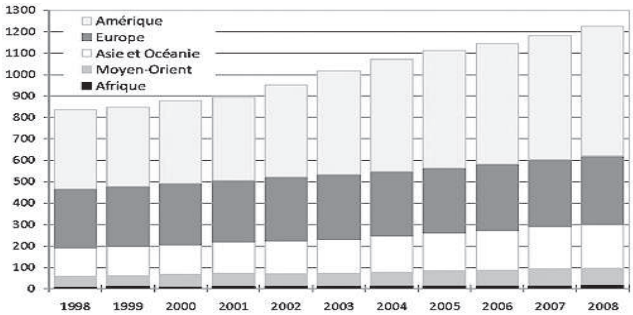
Notre banderole et notre slogan ont attiré nombre de sympathisants ! Si bien que la présence du MAN Haute-Normandie dans cette manif rouennaise aurait pu être ainsi commentée : 6 adhérents présents suivant les organisateurs, 100 personnes d'après la police (qui nous suivait en queue de cortège). Voici le texte du tract, repris en communiqué de presse du MAN :

Halte aux dépenses militaires, sauvons les retraites, l'éducation, la santé…

Au moment où le gouvernement envisage des coupes sombres dans l'éducation, la petite enfance, les retraites, la santé..., il est particulièrement indigne que la France augmente son budget militaire.

Tout montre que les solutions militaires n'apportent aucune résolution durable aux conflits et qu'au contraire elles les enveniment. Si les armes garantissaient la sécurité, il y a longtemps que les guerres auraient disparu ! À force de mettre au point des armes toujours plus sophistiquées, les hommes ont rendu leur existence sur terre plus dangereuse et plus précaire. C'est particulièrement vrai de l'arme nucléaire dont la modernisation coûte des fortunes, notamment en France. Exigeons des partis politiques des engagements pour faire diminuer les dépenses militaires de notre pays, promouvoir la résolution non-violente des conflits et investir dans l'éducation, la santé…, au lieu d'y supprimer des postes !

Dépenses militaires record en 2009



Les dépenses militaires mondiales n'ont pas connu l'effet de la crise. Selon le rapport publié par l'Institut international de recherche sur la paix (Sipri), elles ont atteint en 2009 un record de 1531 milliards de dollars, soit une augmentation de 5,9% par rapport à 2008. Plus de la moitié des dépenses, 661 milliards, revient aux États-Unis. La France arrive en troisième position avec 63,9 milliards investis dans le secteur militaire, ce qui représente une augmentation de **6,9 %** en 2009 par rapport à 2008.

« À force de vivre œil pour œil, le monde finira aveugle » Gandhi

Le Comité ICP en réseau

Le premier semestre 2010 fut riche en rendez-vous pour le Comité ICP ! Début mai, le groupe MAN Lyon a accueilli les rencontres annuelles de NP (Nonviolent Peaceforce) et d'EN.CPS (European Network for Civil Peace Services), deux réseaux dont fait partie le Comité ICP et qui travaillent au développement de l'ICP et du service civil de paix. Ce sont plus de quarante personnes venant de toute l'Europe qui se sont réunies pour échanger et travailler sur ces thématiques. Une conférence-débat avec des personnalités politiques ainsi que des témoignages de volontaires sur le terrain ont permis aux personnes présentes d'appréhender de manière concrète ce concept qui semble parfois lointain. Fin mai, c'est en tant que membre d'EN.CPS que le comité ICP a pu participer à l'assemblée générale d'EPLO (European Peacebuilding Liaison Office), qui se déroulait cette année en France. Ce fut cette fois l'occasion d'échanger sur les stratégies à adopter afin d'inclure les thématiques de paix au niveau des institutions européennes et de développer le réseau du Comité. Enfin, début juin, le MAN-ICP a participé à l'édition 2010 du Salon des Solidarités. En partageant le stand de la Coordination française pour la décennie, le Comité ICP a pu communiquer sur ses différentes activités et, plus particulièrement, sur la formation de septembre. Il reste donc à espérer que le second semestre 2010 voit la poursuite et la concrétisation de ces différentes activités afin de continuer à faire connaître les principes inhérents à l'ICP.

Katia Roux

L'AUTORITÉ, pour une éducation non-violente

C'est le titre de la nouvelle brochure aux Éditions du MAN. Elle est le fruit d'un travail collectif et très coopératif. En effet, le 23 janvier 2008, MAN et CEMEA de Haute-Normandie se sont associés pour organiser une journée de débat à Rouen, sur le thème « Ni laxisme, ni autoritarisme, quelle autorité pour mieux éduquer ? ». Une centaine de parents, animateurs, enseignants et autres éducateurs ont participé à des ateliers interactifs. Depuis, la Commission Éducation du jeune citoyen du MAN Haute-Normandie a poursuivi cette réflexion de fond, et une vingtaine de personnes du Réseau Éducation du MAN et des IFMAN ont contribué à la rédaction finale de cette brochure. NVXXI en a soutenu financièrement la fabrication. Un grand merci à Étienne Lécroart pour les dessins.

La question de l'autorité envahit le débat public. Il nous semble urgent de la dégager de l'émotionnel pour la replacer dans une perspective d'éducation globale des enfants et des jeunes. Cette brochure vise à faire entendre notre conception de l'autorité : une autorité qui contient et autorise, qui aide à devenir autonome. Nous pensons que l'enfant n'est pas encore autonome, et la contrainte est parfois un passage obligé pour que le sujet éduqué puisse s'en passer un jour. Il n'y a pas d'égalité de statut entre éducateur et éduqué. En même temps, ces jeunes sont appelés à devenir des adultes responsables et solidaires. Nous préconisons d'établir avec eux une réelle communication non-violente qui les aide à prendre en compte l'avis de l'autre et du groupe. Les parents savent combien leur tâche est délicate, fatigante, mais passionnante. Les enseignants savent combien l'équilibre est instable dans une classe d'adolescents qu'on tente de faire travailler. Tous les animateurs et tous les éducateurs savent combien ce compagnonnage des futurs citoyens requiert de la patience, de la détermination et de la modestie.

L'obéissance n'est pas la soumission

L'obéissance prend en compte la règle juste et l'avis de celui qui détient une autorité légitime, mais elle n'exclut pas l'insoumission à un ordre injuste ou à un pouvoir illégitime. Se comporter en citoyen autonome suppose assez de confiance en soi pour transformer en protestations non-violentes ses légitimes colères devant les injustices ou les dysfonctionnements institutionnels. Il s'agit bien d'en appeler à la fois à la conscience, à la raison et à la sensibilité de l'enfant. Nous avons travaillé quelques pistes pour aider les enfants et les adolescents à assumer d'inévitables conflits de loyauté, sans pour autant perdre une indispensable sécurité affective.

Il nous semble essentiel d'apprendre aux enfants et aux adolescents à préserver leur liberté de sujet, à adopter des comportements solidaires et écologiques, à exercer leur citoyenneté de façon éthique et responsable. Nous leur proposons délibérément la non-violence comme fil conducteur, car elle va dans ce sens. Les jeunes ont besoin de l'exemple d'adultes qui expriment et expliquent leurs convictions, des adultes qui s'intéressent eux, à ce qu'ils font, pensent, à ce qu'ils deviennent. Nous assumons la nécessité de l'autorité, autorité non-violente, pour les accompagner au mieux vers leur avenir.

Ouvrage collectif sous la direction d'Élisabeth MAHEU-VAILLANT.

Dépôt légal Juin 2010
ISBN 978 - 2 - 9535481 - 1 - 2

Format 14,8 x 21 – 102 pages
Prix 8 € port compris. Prix unitaire : 6 €
Tarif pour les groupes MAN : 4.20 €

Contacter :

MAN Lyon, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon
Serge PERRIN : 06 03 80 39 95

Assemblée Générale de mai 2010 de la Coordination pour la Décennie

L'Assemblée Générale de la Coordination pour la Décennie a eu lieu à Paris le 27 mai 2010. Sur les 62 associations membres de la coordination et à jour de leur cotisation pour l'année 2009, 26 étaient présentes, 13 avaient donné leur pouvoir, il y avait 39 votants (donc le quorum était atteint). Les rapports moraux et financiers ont été votés à l'unanimité. Avec un budget de 151 000 €, les comptes de 2009 se terminent avec un excédent de 604€.

Bilan de la décennie

Lors de cette AG, le bilan de la décennie a été présenté à partir des questionnaires remplis par les associations membres (le détail des réponses question par question, association par association est disponible sur simple demande auprès de la coordination). Le bilan est mitigé, la décennie n'a pas été connue du grand public, néanmoins la notion de non-violence semble mieux comprise, plus crédible. La référence à l'ONU a été un plus par rapport aux institutions. La Coordination a incité toutes nos associations à travailler davantage ensemble et à mieux reconnaître la place et le travail de chacune. Nous n'avons pas réussi à atteindre nos objectifs par rapport à l'Education nationale, ni au niveau parlementaire, mais un travail de fond sur l'éducation à la non-violence et à la paix a été réalisé (publication du programme, organisation des forums, mise en place du Réseau Ecole…). En ce qui concerne les Salons des Initiatives de Paix, on peut souligner que c'est la première fois qu'une telle réalisation a lieu dans le milieu de la non-violence. Toutefois cela mobilise beaucoup d'énergie et des sommes d'argent importantes, et nous peinons à le faire connaître du grand public. Nous pensions organiser un salon pour novembre 2010, nous avons eu un refus cette année de l'AFD (Agence Française de Développement) qui avait pourtant financé les salons précédents à hauteur de 80 000€. Dans ces conditions, nous ne sommes pas en mesure de réaliser un salon en 2010, nous nous donnons jusqu'en octobre 2010 pour examiner la possibilité de le faire pour juin 2011 en cherchant d'autres sources de financement.

Suite de la décennie

La décennie se termine en décembre 2010. Un bilan avec l'UNESCO va être fait aussi. Au niveau national de nombreuses associations souhaitent continuer à travailler ensemble après la décennie en se centrant sur l'éducation à la non-violence et à la paix. Une assemblée générale exceptionnelle aura lieu en janvier 2011 pour décider de la suite (nom de la structure, statuts, objectifs, …). Une motion qui va dans ce sens a été votée à l'unanimité. « En vertu de l'article 11 des statuts, les associations membres de la Coordination française pour la Décennie, réunies en Assemblée générale le 29 mai 2010, décident de convoquer une Assemblée générale extraordinaire de la Coordination au mois de janvier 2011 en vue d'adopter un plan d'action triennal (2011-2013) et de modifier en conséquence les statuts de l'association (nom, objet). Elles chargent le Conseil d'administration d'organiser la préparation de cette Assemblée générale extraordinaire en lien avec l'ensemble des associations membres ».

En ce qui concerne la nouvelle structure, il me parait important qu'elle soit plus légère, et que son travail se centre exclusivement sur l'éducation à la non-violence et à la paix, sans faire de la coordination d'associations, ce qui a été très chronophage pendant cette décennie. Le financeur le plus pérenne de la coordination est jusqu'à maintenant l'association Partage qui verse entre 50 000€ et 58 000€ par an, soit un pourcentage des sommes versées dans le cadre des parrainages d'enfants. Apparemment Partage serait d'accord pour continuer à financer mais selon un autre système, le travail mené sur l'éducation à la non-violence et à la paix serait considéré comme un programme à part entière de Partage.

Engagements du MAN

Le MAN a été représenté de 2001 à 2004 par Nicolas Caillot. Je représente le MAN au CA de la coordination depuis août 2004, en ayant le poste de vice-présidente. Dans ce mandat j'irai au terme de la décennie soit fin décembre 2010. De fait le travail engagé sur l'éducation à la non-violence et à la paix va continuer. Il est important que le MAN soit présent dans la nouvelle structure. Cette période de 6 mois, de maintenant jusqu'à l'AG extraordinaire de janvier 2011, va nous permettre de préparer tranquillement la transition sans nous mettre la pression. Une personne a déjà été pressentie pour la suite, cela lui laisse le temps de réfléchir… Il me semble judicieux que la personne qui prendra la suite soit bien en lien avec le travail mené par les IFMAN et les groupes MAN intervenant dans des établissements scolaires. En effet la coordination est engagée dans un partenariat européen qui travaille sur un programme de formation de formateurs à la non-violence et à la paix. Si cet aspect se développe, à terme il faudra peut-être qu'en plus du MAN, l'ANIFMAN prévoit d'avoir une représentation au CA de cette nouvelle structure.

Françoise Fievet-Thomazo (MAN IDF) représente le MAN à la commission éducation. Très assidue, depuis le début de la décennie, elle a participé activement et avec plaisir à tous les groupes de travail : celui sur La lettre Education à la non-violence et à la paix (E.N.V.P) : lettres sur « les conflits », « la communication », « la médiation », « l'Estime de Soi », celui sur le réseau école : comité de suivi et groupe des experts, plaidoyer… ainsi qu'à la rédaction du « Programme pour une éducation à la Non-violence et à la Paix » , et à l'ouvrage « 100 questions-réponses concernant l'éducation à la Non-violence et à la Paix ». Elle intervient en région parisienne dans le 93 pour des formations à la résolution non-violente des conflits en collège et en maison des associations à Paris. A partir de janvier 2011, elle souhaite poursuivre son investissement au moins jusqu'à l'obtention d'une loi ou de son équivalent introduisant officiellement l'éducation à la Non-violence et à la Paix dans les formations initiale et continue des enseignants et auprès des élèves dans les établissements scolaires.

Elisabeth Maheu-Vaillant a apporté pendant toutes ces années sa contribution à de l'écriture collective (« programme pour une ENVP », Lettres sur « Règles » et sur « Sanctions », livre 100 questions-réponses , site Internet du Réseau Ecole en tant que personne ressource du forum). Elle a participé à des tables rondes lors des forums et des salons, ateliers ou interviews à la radio, ainsi qu'à une délégation reçue au Ministère de l'Education Nationale. Elle souhaite actuellement prendre un peu de distance.

C'est Marc Dauget qui au sein du CC a en charge ce dossier. Du fait de son expérience professionnelle et sa pratique en éducation, il a donné son accord pour faire partie du Réseau Ecole qui va poursuivre son travail de mise en lien des enseignants et des structures qui expérimentent déjà l'éducation à la non-violence et à la paix à l'école.

Yvette BAILLY
Juin 2010

MAN-Infos, abonnement 15 € par an,
pour les non adhérents.

Responsables de la rédaction :
Jean-Pierre Dacheux, Marc Dauguet

Maquette : Patrick Lescure

Mise en page : Valérie Banaré

Mouvement pour une Alternative Non-violente :
114 rue de Vaugirard, 75006 Paris
01 45 44 48 25

man@nonviolence.fr
www.non-violence.fr